

7. Les relations économiques et commerciales avec les pays communistes

A l'ouverture des débats sur les relations économiques et commerciales avec les pays communistes, un délégué américain a déclaré que le Canada et les États-Unis poursuivent des politiques différentes. Le Canada favorise une augmentation des échanges avec tous ces pays, tandis que les États-Unis se montrent très difficiles dans l'établissement de liens commerciaux avec le monde communiste. Le Président des États-Unis a proposé une loi visant à supprimer certaines restrictions sur le commerce avec les pays communistes, mais on ne peut espérer aucune mesure dans ce sens par le Congrès aussi longtemps que la guerre au Vietnam durera. Le délégué a ajouté qu'il comprenait les préoccupations manifestées au Canada par les répercussions des restrictions commerciales imposées par les États-Unis aux succursales d'entreprises américaines au Canada. Un autre représentant de ce pays a affirmé que l'attitude adoptée par le Congrès américain en face de ce problème reflète uniquement la pensée du corps électoral.

Le *Battle Act* n'a pas gêné les Canadiens autant que le règlement de contrôle concernant Cuba, a déclaré un délégué canadien. Ce dernier était incapable de comprendre la raison pour laquelle les États-Unis contrôlèrent les activités de résidents canadiens de longue date.

Il y a eu de longues délibérations sur le commerce avec la Chine communiste. Un délégué américain a déclaré ne pas avoir eu connaissance d'aucune marque de protestation aux États-Unis concernant les ventes canadiennes de blé à la Chine et il a fait remarquer que les exportations américaines de blé se sont accrues après que le Canada eût commencé à en vendre à la Chine. Un délégué canadien a affirmé que les exportateurs canadiens avaient fait preuve de beaucoup de doigté dans leurs rapports avec les acheteurs chinois. Un autre délégué canadien a fait allusion aux conséquences des exportations subventionnées de farine des États-Unis, lesquelles empiètent sur les marchés canadiens habituels, et il a exprimé l'espoir que l'accord sur les céréales permettra de résoudre ce problème.

Des membres de la délégation canadienne ont souligné qu'il était de l'intérêt politique des deux pays d'établir des liens commerciaux avec le monde communiste. Quelques membres de la délégation américaine partagent ce point de vue et ont affirmé que l'arme la plus efficace pour combattre le communisme était de favoriser l'augmentation de la demande des consommateurs des pays communistes et l'expansion générale du commerce entre l'Est et l'Ouest. Notre politique

commerciale envers la Chine depuis que les communistes ont pris le pouvoir dans ce pays a été fort imprudent, suivant un délégué américain. Pour ce qui est de la suppression des restrictions sur le commerce avec les pays communistes, bien que le Président ait demandé au Congrès de voter une loi à cet effet, les délégués américains sont d'avis qu'il a peu d'espoir que le Congrès accepte d'agir en ce sens tant que la guerre au Vietnam continuera.

Un représentant américain a cité la «restriction des parts égales» frappant les expéditions de céréales comme facteur limitant les ventes de blé à l'Union Soviétique, et a déclaré que les syndicats des débardeurs sont assez puissants pour empêcher l'assouplissement des restrictions commerciales entre l'Orient et l'Occident.

Plusieurs délégués canadiens ont invoqué les conséquences «extra-territoriales» des restrictions commerciales américaines qui touchent les entreprises canadiennes qui cherchent à étendre leurs marchés avec les pays communistes. Les administrateurs canadiens de nombreuses succursales d'entreprises américaines hésitent à courir le risque d'enfreindre les règlements des États-Unis sur l'exportation. Les Canadiens, ont-ils ajouté, croient que les décisions qui ont trait au commerce, ne devraient pas être influencées par les théories politiques du pays de la maison-mère. Les délégués américains ont concédé que la politique américaine ne devrait pas influencer les activités des entreprises canadiennes.

Les membres des deux délégations ont été unanimes à reconnaître que l'expansion du commerce entre l'Est et l'Ouest est à l'avantage politique et économique des deux pays, mais que la guerre au Vietnam freine considérablement toute action en ce sens à l'heure actuelle.

8. Accord international sur les céréales

Un délégué canadien a entamé la discussion en disant que la principale question, de la façon dont le Canada voit les choses, est de savoir quelles mesures les États-Unis adopteront avant le 1^{er} juillet, date à laquelle le nouveau barème des prix du blé de l'AIC entrera en vigueur. Actuellement, le prix de base aux États-Unis est inférieur d'environ 22c au nouveau prix minimal et le Canada est curieux de voir comment les États-Unis vont s'y prendre pour hausser leurs prix au niveau convenu.

Un délégué américain a répliqué que les séances que le Sénat tiendra pour étudier cet accord commenceront la semaine prochaine. Il a semblé que les délégués américains s'entendaient pour dire que l'opinion des agriculteurs aux États-Unis est en faveur de l'AIC et